

11.2 Croissance - Productivité

Comme les autres pays industrialisés, la France a souffert en 2008 de la crise mondiale. Le **produit intérieur brut (PIB)** n'a ainsi progressé que de 0,4 % après + 2,3 % en 2007. La faiblesse de l'activité est principalement due à la forte décélération de la demande intérieure. Les dépenses de consommation des ménages n'ont crû que de 1 % en 2008. Elles avaient toujours augmenté de plus de 2 % par an au cours des dix dernières années.

L'investissement total, en vive progression sur les quatre années précédentes, a quasiment stagné. En effet, l'investissement des ménages, constitué pour l'essentiel d'achats de logements neufs et de travaux d'entretien, a baissé pour la première fois depuis 1993, celui des **administrations publiques** a franchement reculé (- 4,4 % après + 4,5 %), ce qui est souvent le cas au lendemain d'élections locales et celui des entreprises non financières a fortement ralenti (+ 2,6 % après + 8,7 %). En 2008, la **valeur ajoutée** des sociétés non financières a progressé moins vite que la rémunération des salariés. De ce fait, l'**excédent brut d'exploitation** dégagé par ces sociétés a nettement ralenti (+ 2,2 % après + 7,4 % en 2007).

La décélération de l'activité est générale. La production manufacturière se contracte, alors qu'elle avait crû à un rythme solide les

quatre années précédentes. La production de biens d'équipement progresse (+ 4,2 % après + 2,5 %), mais les productions de biens intermédiaires et surtout d'automobiles (- 9,3 %) chutent. En outre, la filière agricole (agriculture et industrie agroalimentaire) ralentit. En revanche, la production énergétique échappe à la morosité générale (+ 2,2 %). L'activité dans la construction ralentit brutalement (+ 0,2 % après + 5,4 %). Enfin, la production de services affiche sa plus faible progression depuis 1994. Elle est freinée en particulier par les transports et les services aux particuliers.

L'emploi s'ajuste avec retard aux retournements de l'activité. La productivité est de ce fait tirée temporairement à la baisse lorsque l'activité fléchit pour ensuite rebondir lorsque l'activité repart. Sur l'ensemble du secteur marchand non agricole, la productivité du travail baisse ainsi de 0,1 % en 2008, alors qu'elle croissait en moyenne de 1,8 % au cours des cinq années précédentes. Dans l'industrie manufacturière, la **productivité apparente du travail** a baissé de 0,9 %, pour la première fois depuis 1975. Dans le secteur des services principalement marchands elle a fortement ralenti. Ce recul de la productivité doit cependant être relativisé compte tenu des périodes de chômage partiel rencontrées par les salariés durant la seconde partie de l'année. ■

Définitions

Productivité apparente du travail : ne tient compte que du seul facteur travail comme ressource mise en œuvre. Le terme « apparente » rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production et de la façon dont ils sont combinés. La productivité apparente du travail est usuellement mesurée en rapportant la richesse créée au facteur travail. La richesse créée est mesurée par la valeur ajoutée (évaluée en volume) et seul le volume de travail mis en œuvre dans le processus de production est pris en compte. Il peut être quantifié de plusieurs manières :

- si le volume de travail est mesuré par le nombre d'heures travaillées, on parle de « productivité horaire apparente du travail » ;
- si le volume de travail est mesuré par le nombre de personnes en emploi (personnes physiques), on parle de « productivité par tête ».

Administrations publiques, contribution à la croissance du PIB, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), produit intérieur brut (PIB), solde du commerce extérieur, valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'Économie française », *Insee Références*, édition 2009.
- « Le PIB par habitant a varié de un à six parmi les États membre de l'UE27 », *communiqué de presse* n° 94, Eurostat, juin 2009.
- « Les comptes de la Nation en 2008 – Un fort ralentissement de l'activité », *Insee Première* n° 1236, mai 2009.
- « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France », *Rapport au Président de la République*, Insee, mai 2009.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Contributions à la croissance du PIB

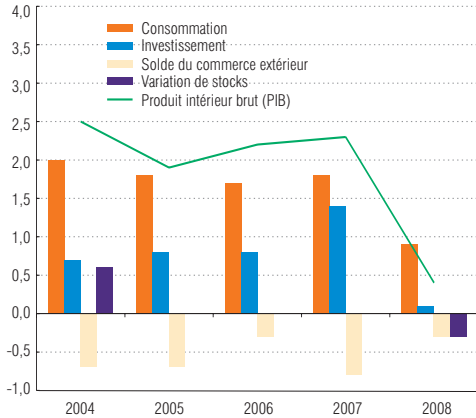
en %

	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)
Dépenses de consommation finale des ménages	1,3	1,3	0,5
Dépenses de conso. finale des adm. publiques	0,3	0,4	0,3
Formation brute de capital fixe	0,8	1,4	0,1
Sociétés et entreprises indiv. non financières	0,4	0,9	0,3
Sociétés et entreprises indiv. financières	0,1	-0,1	0,0
Administrations publiques	-0,1	0,1	-0,1
Ménages hors entrepreneurs individuels	0,3	0,3	-0,1
ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Solde extérieur des biens et services	-0,3	-0,8	-0,3
Exportations	1,3	0,7	-0,1
Importations	-1,5	-1,5	-0,2
Variation de stocks	0,0	0,0	-0,3
Produit intérieur brut	2,2	2,3	0,4

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Contributions à la croissance du PIB

en %



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Partage de la valeur ajoutée à prix courants

en %

	1990	2000	2008
Rémunération des salariés	57,5	57,9	57,5
Salaires et traitements bruts	41,7	42,4	42,4
Cot. sociales à la charge des employeurs	15,9	15,5	15,1
Impôts sur la production	3,8	4,7	4,7
Subventions d'exploitation	-1,1	-1,1	-1,4
Excédent brut d'exploitation	30,2	30,7	31,8
Revenu mixte brut	9,6	7,8	7,3
Valeur ajoutée brute en Mds d'euros	924,1	1 290,7	1 752,4

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

en %

	2004	2005	2006 (r)	2007 (p)
Agriculture, sylviculture, pêche	21,2	-4,5	3,3	-1,3
Industrie	2,8	3,8	3,0	1,2
Industries agricoles et alimentaires	2,5	2,9	-0,1	-1,1
Industries des biens de consommation	2,4	7,1	9,0	3,9
Industrie automobile	5,2	-4,6	-3,5	4,3
Industries des biens d'équipement	6,6	9,7	1,4	-0,7
Industries des biens intermédiaires	0,3	3,3	2,8	1,6
Énergie	1,2	-2,1	4,9	0,0
Construction	-2,5	-0,2	-1,0	-1,9
Services principalement marchands	0,1	1,7	3,4	0,3
Commerce	-1,1	1,0	4,2	1,9
Transports	2,7	5,8	3,2	1,7
Activités financières	-0,2	2,3	6,5	2,4
Activités immobilières	0,2	-3,3	2,2	-1,9
Services aux entreprises	0,0	0,6	4,0	-0,1
Services aux particuliers	-1,3	0,9	-0,2	-1,7
Services administrés	-1,2	0,1	1,3	-1,3
Éducation, santé, action sociale	-1,9	-0,6	0,0	-2,6
Administration	0,0	1,4	3,8	1,3
Ensemble	0,6	1,4	2,7	0,0

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

en %

Pays	2006 (r)	2007 (r)	2008	Pays	2006 (r)	2007 (r)	2008
Allemagne	3,0	2,5	1,3	Luxembourg	6,4	5,2	-0,9
Autriche	3,4	3,1	1,8	Malte	3,3	4,2	2,5
Belgique	3,0	2,8	1,1	Pays-Bas	3,4	3,5	2,1
Bulgarie	6,3	6,2	6,0	Pologne	6,2	6,6	5,0
Chypre	4,1	4,4	3,7	Portugal	1,4	1,9	0,0
Danemark	3,3	1,6	-1,1	République tchèque	6,8	6,0	3,2
Espagne	3,9	3,7	1,2	Roumanie	7,9	6,2	7,1
Estonie	10,4	6,3	-3,6	Royaume-Uni	2,8	3,0	0,7
Finlande	4,9	4,2	0,9	Slovaquie	8,5	10,4	(e) 6,4
France	2,2	2,3	0,4	Slovénie	5,9	6,8	3,5
Grèce	4,5	4,0	2,9	Suède	4,2	2,6	-0,2
Hongrie	4,0	1,2	0,6	UE à 27 pays	3,1	2,9	0,9
Irlande	5,7	6,0	-2,3	États-Unis	2,8	2,0	1,1
Italie	2,0	1,6	-1,0	Japon	2,0	2,3	-0,7
Lettonie	12,2	10,0	-4,6	Suisse	3,4	3,3	1,6
Lituanie	7,8	8,9	3,0	Turquie	6,9	4,5	(p) 1,1

Source : Eurostat.